2023-UNAT-1385, Gheorge Catalin Radu

Décisions du TANU ou du TCNU

L'UNAT a rejeté l'appel, sans préjudice.

L'UNAT a noté que le recours de M. Radu concernait la décision administrative du 8 novembre 2021 concernant sa cessation de service pendant un arrêt de maladie certifié.

L'UNAT a en outre noté qu'un recours distinct de M. Radu, d'abord devant la Commission de recours et maintenant devant l'UNAT, concernait cette même décision administrative du 8 novembre 2021 sur le fond, à savoir la mesure disciplinaire de cessation de service pour la faute alléguée (Cas UNAT n° 2023-1804).

L'UNAT a estimé que la décision attaquée de la Commission de recours dans cette affaire n'était pas un jugement définitif, dans la mesure où elle traitait simplement d'un élément de la décision administrative, à savoir le licenciement de M. Radu pour mauvaise conduite alors qu'il était en congé de maladie.

L'UNAT a décidé qu'au lieu de traiter les réclamations de M. Radu concernant la décision du 8 novembre 2021 de manière fragmentaire, elle examinerait toutes ses réclamations dans le même jugement lors de la session de printemps du Tribunal d'appel en 2024.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Devant la Commission d'appel de l'OACI, M. Radu, ancien fonctionnaire D-1 de l'OACI, a contesté la décision administrative de le licencier alors qu'il était en congé

de maladie certifié, principalement au motif que l'article 110.1(11) du Règlement du personnel de l'OACI prévoit une consultation. auprès de la Clinique Médicale comme une mesure obligatoire à prendre par le Secrétaire Général avant d'engager la procédure disciplinaire lorsqu'un membre du personnel est en congé de maladie et que, la mesure obligatoire n'ayant pas été prise, la décision de renvoyer M. Radu était nulle ab initio.

Par décision n° ICAO/2022/006 en date du 20 septembre 2022, la Commission de recours a rejeté son recours dans son intégralité.

Principe(s) Juridique(s)

Sauf exceptions clairement définies et établies par la jurisprudence de l'UNAT, seul le jugement final est susceptible d'appel devant le Tribunal d'appel.

Il n'est pas dans l'intérêt de la justice que le Tribunal d'appel rende des jugements distincts sur différentes demandes liées à la même décision administrative. Une telle approche encouragerait une multiplicité d'appels sur différents aspects d'une même décision.

Résultat

Appel rejeté sur la recevabilité

Texte Supplémentaire du Résultat

L'UNAT a rejeté l'appel de M. Radu dans le cas n° 2022-1768, sans préjudice. L'UNAT a noté que conformément à l'ordonnance n° 538 (2023) du 27 novembre 2023, les deux parties auraient la possibilité de modifier leurs mémoires respectifs dans l'affaire UNAT n° 2023-1804, pour inclure les motifs d'appel soulevés dans cette affaire, dans les délais fixés audit arrêté.

Applicants/Appellants

Gheorge Catalin Radu

Entité

OACI

Numéros d'Affaires

2022-1768

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

21 nov 2023

President Judge

Juge Colgan

Juge Gao

Judge Savage

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Procédure (première instance et TANU)

Gestion des dossiers

Droit Applicable

Règlement du personnel de l'OACI